Offre de formation sur l'AB et besoins des acteurs de la formation et du développement : Etat des lieux et propositions

Morin J.-M.¹., Cresson C.², Bordeaux C.³, Thomas P.⁴

- ¹ DGER Formabio, EPL Théodore Monod CFPPA Le Rheu, Avenue de la Bouvardière, F-35651 Le Rheu Cedex
- ² ACTA & RMT DévAB, 149 rue de Bercy, F-75012 Paris
- ³ Chambre régionale d'agriculture des Pays-de-la-Loire, 9 rue André Brouard, F- 49105 Angers Cedex 2 ⁴SIFA Université Rennes 2 Haute Bretagne. Centre de Recherche Sur l'Education, les Apprentissages et la Didactique (CREAD), place Recteur Henri Le Moal, F-35000 Rennes

Correspondance : <u>jean-marie.morin@educagri.fr</u>

Résumé

Le travail réalisé a permis de mieux connaître les dispositifs de formation continue, les connaissances des acteurs de la formation et du développement, leurs attentes dans le domaine de l'agriculture biologique. Si les principes et les techniques générales d'agriculture biologique sont assez bien connus, leur déclinaison en pratiques est difficilement normative. Les formations s'appuyant essentiellement sur le transfert de connaissances sont peu efficaces et les acteurs enquêtés mettent en avant l'intérêt des réseaux et des formations non formelles. Des propositions d'évolution des dispositifs sont présentées s'appuyant notamment sur une action innovante en Pays-de-la-Loire auprès des enseignants et formateurs. La question de l'intégration de la formation à distance dans ces dispositifs est présentée avec ses intérêts et limites. La question des ressources pédagogiques concernant tant leur forme, leurs contenus que les médias utilisés et leur accessibilité est abordée avec des propositions s'appuyant notamment sur des réalisations Suisses et des Pays-de-la-Loire.

Mots-clés: Formation continue, agriculture biologique, professionnalisation, dispositifs pédagogiques.

Abstract: Organic Farming Training and needs of stakeholders (Teachers and advisers); Status and proposals

The work carried out made it possible to better understand the devices of training, the knowledge of the training and development stakeholders, their expectations in the domainof organic farming. If the general principles and techniques of organic farming are fairly well known, their variation in practice is not easily normative. The courses, primarily based on knowledge transfer, are not very effective and the surveyed actors highlighted the value of networks and non-formal trainings. Proposals for changing devices are presented being based on such an innovative action in the Loire Valley with teachers and trainers. The issue of the integration of e-learning in these devices is presented with its potentials and limits. The issue of educational resources concerning their format, their contents as the media used and their accessibility is addressed with proposals based on Swiss and the Loire Valley achievements.

Keywords: Lifelong Learning, organic farming, professionalization, teaching devices

Introduction

L'agriculture biologique est un objet d'étude récent et qui concernait peu de professionnels de la formation et du développement agricole jusqu'au plan agriculture biologique 2007-2012; la prise en compte et le développement de ce mode de production ont conduit à la création ou à la reconversion totale ou partielle de plusieurs centaines de postes professionnels dans ce secteur. La question de la

formation et des pratiques de ces professionnels a été très peu étudiée et les dispositifs de formation continue dans ce domaine sont mal connus.

Aussi, l'action formation du RMT DévAB (http://www.devab.org) a eu pour objet de faciliter l'accès à la formation en AB pour les agents de développement, les enseignants, les ingénieurs, les techniciens travaillant dans ce domaine.

1. Une démarche collective

Un groupe de travail s'est constitué sur ce thème en 2012. Il a rassemblé des acteurs appartenant aux différentes structures impliquées dans le RMT DévAB (responsables de formation ou formateurs des instituts techniques agricoles, chambres d'agriculture, groupements biologiques, ou de l'enseignement agricole et supérieur). La majorité des participants porte un intérêt fort aux questions de professionnalisation et de développement des compétences. Ce souci nous a amenés à revisiter l'offre de formation disponible afin d'en faciliter l'accès. Pour cela, le groupe de travail a initié une large enquête auprès des acteurs de l'AB pour évaluer l'accès à la formation des différents publics, mieux comprendre leurs logiques d'entrée en formation et identifier leurs besoins.

L'essentiel du travail d'enquête et la base des propositions ont été réalisé dans le cadre d'un stage de Master SIFA (Stratégie et Ingénierie en Formation d'Adulte) à partir de plusieurs interventions : entretiens exploratoires auprès de formateurs, réunions du RMT DévAB, enquête par questionnaire et entretiens complémentaires auprès de responsables de formation et d'ingénieurs de formation. Une réunion physique du groupe, des réunions téléphoniques et un suivi par atelier internet ont constitué les principaux outils d'échange du groupe de travail.

1.1. Une enquête de terrain pour répondre à la problématique

Comment accompagner le changement des pratiques des formateurs et enseignants du secteur agricole ? Comment l'ingénierie des dispositifs peut-elle prendre en compte la variété des modalités d'apprentissage ? Ou, plus globalement : Comment prendre en compte la diversité et la complexité des environnements d'apprentissage, dans un macro-dispositif de formation etdans une perspective globale d'accompagnement au changement ?

Pour répondre à cette question, une enquête a été menée afin de mieux connaître les dynamiques de formation des acteurs mais également d'appréhender leur relation vis-à-vis de l'agriculture biologique. L'enquête avait également pour but de mieux comprendre dans quelle mesure le rapport à l'agriculture biologique influe sur l'entrée en formation, sur les apprentissages ou sur le réinvestissement dans la pratique professionnelle. L'analyse des logiques de formation des acteurs, de leurs besoins puis leur mise en perspective avec l'existant en termes d'offre de formation nous a permis de répondre à la problématique énoncée.

1.2. Profil des répondants

L'enquête en ligne a été diffusée auprès d'environ 1000 personnes aux mois d'avril et mai 2012. La diffusion de cette enquête s'est basée sur les listes des courriels des têtes de réseau AB du développement, de la formation et de la recherche (FNAB, APCA, ACTA, ITAB, Instituts de recherche, Formabio, etc.). Les principaux organismes certificateurs ont été contactés mais l'information n'a pas été diffusée aux salariés : les résultats de l'enquête ne prennent donc pas en compte cette population. Le lien de l'enquête est resté ouvert et public pendant 6 semaines.

Avec 168 questionnaires retournés, soit 18% de réponses, le taux de participation permet une première analyse avec les précautions d'usage. La répartition en genre est quasiment égale avec 49% de

femmes et 51% d'hommes. Cette donnée corrobore les constats actuels d'une féminisation dans le secteur de l'enseignement et du développement agricole depuis 20 ans. Les 30-45 ans et les plus de 45 ans, avec plus de 60 réponses pour chacune de ces 2 catégories, sont majoritaires (seulement 37 réponses pour les 18-30 ans, mais cette tranche d'âge est de fait plus étroite si nous postulons que l'entrée professionnelle dans ces métiers a rarement lieu avant 25 ans). L'enquête comporte des ressortissants de l'ensemble des régions (y compris les territoires d'Outre-Mer), avec une majorité provenant des régions Bretagne et Rhône-Alpes.

La répartition des répondants par type de structure est conforme à celle de la population enquêtée. Une majorité de répondants (60%) proviennent de l'enseignement et de la formation mais les autres structures (GAB, Chambres, ITA, etc.) sont également bien représentées. Les répondants présentent des profils professionnels très variés (formateurs, enseignants, chargés de mission AB, chargés de mission formation, directeurs de structures, techniciens, conseillers, animateurs de réseaux, et mêmes quelques agriculteurs).

1.3. Le rapport des acteurs à l'AB

92% des répondants ont effectué un parcours de formation dans le secteur agricole dont pour les ¾ d'entre eux par la voie scolaire. Parmi l'ensemble des répondants, seuls 22% n'ont jamais « eu de contact » avec l'AB au cours de leur parcours de formation. Notons que 77 répondants déclarent avoir entendu parler de l'AB notamment lors de leurs études supérieures.

48% des répondants côtoient l'AB dans le cadre professionnel depuis le début de leur carrière et 23% déclarent l'avoir côtoyée en partie. La question de l'AB concerne donc une large proportion d'acteurs qui sont potentiellement intéressés par la question de la formation sur ce thème.

Les attentes des professionnels dépendent néanmoins des publics avec lesquels ils travaillent. La Figure 1 montre qu'une majorité des répondants travaille (au moins en partie) avec un public intéressé par l'AB.

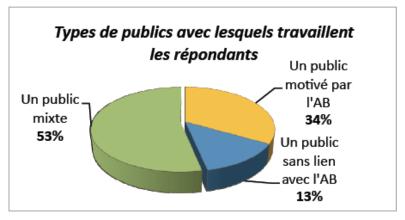


Figure 1 : Types de public avec lesquels travaillent les répondants

Les répondants estiment que les motivations et attentes des publics avec lesquels ils travaillent sont différentes, les amenant eux-mêmes à varier leurs approches autour de ce thème (de la sensibilisation à l'approche technique). Les répondants déclarent également que l'AB est abordée comme tout autre mode de production agricole. Ils reconnaissent globalement qu'une adaptation du discours aux publics est souvent nécessaire.

La quasi-totalité des répondants manifeste un intérêt pour l'AB. Ce mode de production a d'ailleurs pris de l'importance dans la pratique professionnelle des acteurs, sur deux périodes particulièrement : il y a plus de 10 ans et entre 2 et 5 ans. Ces deux périodes correspondent aux Plans de développement

initiés (Plans Riquois [1997-2002] et Barnier [2007-2012]) ce qui met indéniablement en avant l'impact des politiques publiques sur les orientations et le développement du secteur agricole.

1.4. Accessibilité

Les répondants déclarent massivement s'informer de façon autonome tant sur l'AB que sur la formation. Ils utilisent pour cela un certain nombre d'outils parmi lesquels Internet et les médias de façon générale mais également les catalogues de formation (pour la consultation de l'offre existante). Le réseau de relations personnelles semble également un moyen essentiel d'accès à la connaissance.

80% des répondants ont déjà recherché une formation en AB et 52% d'entre eux ont trouvé satisfaction dans leur recherche.

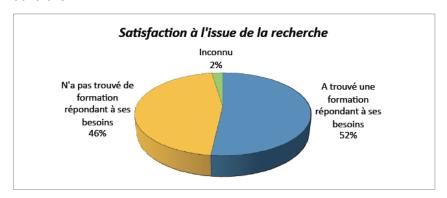


Figure 2 : Satisfaction à l'issue de la recherche

Cette catégorie de « satisfaits » souligne, tout comme les insatisfaits, l'intérêt de développer des formations « techniques », moins théoriques, et adaptées au contexte local. De même, l'intérêt de développer des formations pour deux types de publics différents est souligné : « Des formations générales pour ceux qui découvrent l'AB et des formations plus précises pour ceux qui connaissent déjà un peu le sujet ».

D'autre part, 60% des répondants estiment l'offre de formation claire et accessible. On note une bonne lisibilité quelle que soit la structure et l'origine géographique. Par contre, l'entrée réelle en formation diffère en fonction de l'organisation professionnelle des acteurs. Ainsi, 72% des répondants des établissements agricoles de la formation initiale (enseignants) ont reçu une formation en AB contre 52% de ceux de la formation continue (formateurs). 38% des répondants des Chambres déclarent avoir reçu une formation et c'est le cas de 77% des répondants des GAB-GRAB. Un répondant sur deux des organismes de recherche dit avoir été formé et quatre répondants sur sept pour les structures nationales de l'agriculture biologique.

1.5. Autoévaluation

Une professionnalisation effective : 88% des répondants s'estiment capables, à des degrés différents de répondre aux questions relatives à l'agriculture biologique (Figure 3).

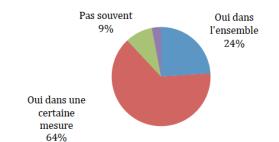


Figure 3: Capacité à répondre aux questions technico-économiques

57% des acteurs estiment leur niveau de connaissance « suffisant pour leur activité professionnelle contre 43%. Sur une échelle de 1 à 10, les acteurs ayant répondu évaluent leur niveau de connaissance le long d'une large gamme, avec un maximum à 7 (Figure 4).

Pour eux, les catégories de connaissances nécessaires à développer sont en nombre d'occurrences :

- Les connaissances techniques (144)
- Les repères socio-économiques (136)
- Les connaissances filières (114)
- L'historique de l'AB (45)
- Autres (22)

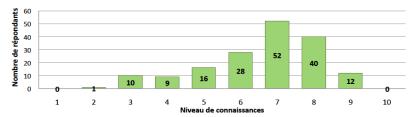


Figure 4 : Autoévaluation du niveau de connaissances en AB

1.6. Formation pour développer ses compétences

76 % des répondants sont intéressés par le développement de dispositifs de formation ou plus largement d'espaces de développement de compétences. Ils se disent intéressés par :

- L'accès aux résultats et données technico et socio-économiques ;
- L'accès à des données régionales ;
- Des thématiques spécifiques liées à leurs problématiques de terrain.

Ils mettent également l'accent sur l'intérêt des groupes d'échanges de pratiques et font part d'un certain nombre de modalités de formation qu'ils souhaitent voir développer et particulièrement la présence d'une dimension internationale (voyages d'étude, expérimentations partagées avec d'autres structures y compris à l'étranger, etc.) ainsi que l'intérêt pour les formations permettant les échanges avec les chercheurs (pour favoriser l'aspect scientifique pointu) et d'autre part, avec les acteurs « du terrain » (notamment par des témoignages d'agriculteurs).

1.7. Logiques d'entrées en formation

La moitié des répondants déclarent se rendre de façon régulière à des séquences de formation. Le rythme de fréquentation est varié (Figure 5)

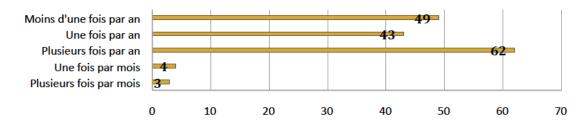


Figure 5 : Rythme dans l'entrée en formation

Les éléments déterminant l'entrée en formation sont :

- La volonté d'acquisition ou de développement de connaissances et compétences ainsi que de se tenir au courant des innovations techniques ;
- Le lien entre thématique de formation et problématiques professionnelles ;
- L'échange, la mutualisation des pratiques ;
- L'élargissement du réseau professionnel.

60% des répondants ont effectué une formation spécifique AB dans le cadre professionnel, mais le plus souvent à l'initiative du salarié et beaucoup plus rarement suite à l'impulsion de la structure (Figure 6).



Figure 6: La formation

La modalité de formation privilégiée est incontestablement la formation courte qui répond aux problématiques de temps et de disponibilité notamment. Un vif intérêt est marqué pour les journées filières ou journées techniques qui permettent les apports d'agriculteurs et de professionnels divers. L'organisation de sessions de formation courtes en deux ou trois temps, sur le modèle de l'alternance intéresse également les acteurs puisque cela leur permettrait de mettre en application les acquis de la formation au sein de la structure puis d'en discuter les effets en groupe (lors d'échanges de pratiques, par exemple) au cours d'un second temps de formation.

La formation à distance apparaît également comme une bonne solution de formation, y compris pour les modules courts. 55% des acteurs se disent intéressés par ce mode de formation.

1.8. La formation non formelle

L'enquête a porté sur les formations formelles (inscrites en tant que telle dans un catalogue de formation ou proposée par un organisme de formation interne ou externe à la structure) mais nous nous sommes aussi intéressés aux autres moyens qui peuvent être considérés comme « formateurs »

85% des répondants déclarent avoir recours à d'autres moyens que la formation formelle pour mettre à jour leurs connaissances (lectures spécialisées, veille internet, rencontres professionnelles, discussions informelles, pôles documentaires et sites institutionnels, événements professionnels à visée d'information et de développement). Parmi ces événements, les journées techniques, les réunions de réseaux professionnels, les colloques et les salons sont particulièrement fréquentés. Selon 72% des répondants, ces espaces professionnels peuvent être vus comme espaces de formation puisqu'ils favorisent la création de réseaux professionnels, qu'ils sont lieux d'apprentissage, qu'ils permettent d'observer une veille technique et règlementaire, qu'ils sont lieux de réflexion et de débat et qu'ils disposent en plus d'un aspect innovant.

Une partie des répondants trouve néanmoins cette appellation « formation » abusive puisque selon eux, ces espaces sont davantage lieux de diffusion d'informations et qu'une partie de ces espaces sont plus des espaces « marketing » que formation. De façon plus générale, les répondants estiment qu'il y a complémentarité entre ces deux types d'espaces (formels/non-formels).

2. Organiser la formation en AB

Les résultats de l'enquête font état d'un nombre important et large de demandes. En effet, les répondants proposent non seulement un panel de thématiques qu'ils souhaiteraient voir aborder mais déclinent également des aspects plus organisationnels qu'ils souhaiteraient voir se développer (proposer différents rythmes de formation et notamment développer l'alternance, pouvoir participer à des formations plus régionales, rendre la formation financièrement plus accessible, etc.). Nous avons essayé de traduire ces résultats en propositions d'actions pouvant favoriser la professionnalisation en AB, ainsi qu'une ingénierie nécessaire à leur organisation.

2.1. Améliorer l'accessibilité de l'offre

Les demandes exprimées par les professionnels au cours de ce travail sont d'améliorer l'accessibilité à l'offre de formation, à la fois par des actions de sensibilisation mais aussi en tenant compte des systèmes de contraintes.

Ainsi parmi les actions de sensibilisation, si l'on veut mobiliser les organisations professionnelles sur l'intérêt de la formation en général et sur la formation AB en particulier, on pourra s'appuyer sur la création et la diffusion de témoignages de responsables de structures, l'animation de groupes de travail autour de la « gestion de plan de formation », de ses impacts positifs sur les structures. Afin de valoriser la formation continue en AB auprès des professionnels du secteur, on peut préconiser la diffusion de témoignages de « formés » notamment par le biais des réseaux. Pour faciliter dans les structures et établissements l'accès à la formation, ne serait-ce qu'en facilitant l'accès administratif, alors il serait important de proposer des outils de lecture du système formation (livret de présentation, acteurs à contacter, etc.).

Si l'on regarde du côté des **systèmes de contraintes influant**, si l'on veut homogénéiser l'offre de formation sur le territoire, on peut envisager les espaces de formation potentiels en région et développer des formations à caractéristiques régionales. Afin de valoriser la formation à distance comme une vraie ressource dans le développement des compétences des salariés et poursuivre le développement de l'offre à distance y compris pour les modules de formation courte, il semble nécessaire de réfléchir au développement de modules de formation courts à distance et pour cela travailler entre les différents organismes de formation, tout en développant une ingénierie des environnements d'apprentissage. Afin de repenser les voies de communications sur l'offre de formation, nous souhaitons utiliser les réseaux professionnels et proposer une base commune de dépôt des offres de formation. Afin d'anticiper ce travail nous avons réalisé une compilation des offres de formations initiales et continues en AB (Thomas, 2013).

2.2 Améliorer l'offre de formation

- Valoriser les espaces de formation non-formels comme espaces de développement des savoirs, de création de réseaux et de développement des compétences et pour cela, intégrer pleinement ces espacesdans l'offre de formation existante.
- Prendre en compte l'ensemble des environnements d'apprentissage : présentiel et à distance, en structures et en dehors, temps individuels et temps collectifs et pour cela, l'ingénierie des dispositifs doit intégrer, l'ensemble de ces espaces et promouvoir leur complémentarité.
- Poursuivre le développement de l'information sous toutes ses formes pour pérenniser les pratiques d'auto-information qui débouchent souvent sur des pratiques d'autoformation.
- Prendre en compte l'impact des réseaux professionnels et utiliser ce réseau « communiquant » dans la diffusion d'éléments relatifs à la formation (de la remontée des besoins à la diffusion de l'offre).

3. Perspectives

L'enquête a donc permis de révéler plusieurs types de besoins : un besoin de connaissances techniques, des besoins concernant l'approche pédagogique et des besoins concernant le rapport au changement de pratiques.

Un futur travail pourrait s'articuler autour des propositions suivantes :

- Développer le travail sur les trois axes de la professionnalisation des acteurs :
 - a. Les contenus
 - b. La pédagogie
 - c. L'accompagnement au changement pour les conseillers et les formateurs comme pour les agriculteurs
- Poursuivre le travail autour de la définition des compétences nécessaires, par métier, en lien avec l'AB.
- Préciser le rôle des échanges et analyse de pratiques ;
- Travailler sur les modalités de formations : pour quels apprentissages ?

Pour illustrer ces perspectives nous présenterons le cas d'une action de formation innovante en Pays de Loire, la mise en place d'un espace d'actualités collaboratif sur les formations et des pistes de ressources et de dispositif mixte (présentiel et à distance : blended learning)

3.1 Le dispositif de formation des enseignants en Pays de Loire

Dans le cadre du plan Barnier : AB horizon 2012, des formations de formateurs et enseignants ont été mises en place au niveau national par la DGER et au niveaux régionaux par les DRAAF SRFD. Une quinzaine de régions ont proposé ainsi des stages courts de un à trois jours sur le thème de l'AB à destination des enseignants et des personnels des services des DRAAF et DDA concernés. Pour la région Pays de Loire, en 2009, la Chambre régionale d'agriculture a sollicité le SRFD de la DRAAF pour une collaboration sur ce thème de la formation. Les Pays de Loire sont une des premières régions en termes de développement de l'AB et les Chambres d'agriculture sont fortement impliquées avec de nombreux conseillers et une ferme expérimentale à Thorigné d'Anjou entièrement en AB. Les Chambres d'agriculture en partenariat avec les centres de gestion agricole produisent et diffusent ainsi chaque année des références techniques et économiques sur les systèmes en AB. Plutôt que de proposer un stage court de un à trois jours, le SRFD et la Chambre régionale des Pays de Loire ont décidé de créer un dispositif de formation dans le temps répondant aux attentes des enseignants sous des formes différentes. Après une enquête en ligne réalisée en 2009-2010, un groupe « pédago bio » d'une dizaine d'enseignants représentant les différents établissements d'enseignement technique agricole (formation initiale et continue) et des conseillers spécialisés en AB, a piloté les actions. Animé par le pôle bio de la Chambre régionale, ce groupe avec l'appui de la DRAAF et de la région, a mis en place plusieurs activités qui se sont et continuent à se dérouler depuis 2010 :

- Un séminaire sur la question de la capacité de l'AB à nourrir le monde en novembre 2010 rassemblant 160 personnes dont 130 enseignants (de lycée agricole privés et publics, de l'enseignement supérieur régional)
- Un groupe d'échange de pratiques pédagogiques avec 20 enseignants et des conseillers de Chambre
- Un séminaire sur la durabilité de l'AB en novembre 2012 avec 150 personnes dont 79 enseignants
- Une présentation par la Chambre régionale des résultats des systèmes en AB en mars 2013 intitulé « quoi de 9 en AB ? » avec 47 personnes dont 32 enseignants.

En parallèle, le groupe « pédago bio » s'est réuni 2 à 3 fois par an pour finaliser des outils pédagogiques de deux types : des fiches de gestion de situations critiques en classe (comment gérer

des conflits portant sur l'AB par exemple) et des cas concrets d'exploitations en AB construits avec des conseillers de chambre pour les productions principales de la région. Ces outils ont vocation à être diffusé auprès de leurs collègues enseignants.

Cette conception et cette mise en œuvre d'actions de formation diversifiées, initiées et co-construites par des enseignants et des conseillers, s'inscrivant dans le temps malgré les difficultés de mobilisation humaine et financière, peuvent servir de base de réflexion pour des dispositifs de formation.

3.2 La mise en place d'un espace collaboratif pour les formations

Pour compléter le dispositif de communication du réseau Formabio de l'enseignement agricole, un site internet (http://www.reseau-formabio.educagri.fr) est entré en activité au printemps 2013.

Il comprend 3 onglets:

- l'un consacré à des éléments d'actualité en lien avec l'AB dans l'enseignement agricole, et en lien avec les réseaux sociaux (Twitter)
- le deuxième s'intéresse aux formations à orientation AB et spécifiques AB, avec la possibilité de remplir une base de données sur les formations longues.
- le troisième concerne les exploitations agricoles et ateliers technologiques des établissements ayant développé au moins un atelier en AB (base de données sur leurs activités)

Il est prévu d'y adjoindre un onglet pour les formations courtes et un pour les ressources pédagogiques.

Le site est libre d'accès et de modification ; chacun peut y déposer des articles ou des informations. Un modérateur (animateur du réseau Formabio) gère le dispositif.

3.3 Nouvelles ressources et dispositif de blended learning (apprentissage mixte)

La question des ressources est complexe car il ne peut s'agir de manuels ou supportspédagogiques imposés ou fortement recommandés comme c'est souvent le cas pour des formations liées à une discipline scientifique. L'enseignement agricole via sa maison Educagri Editions et l'ITAB sont les sources les plus visibles et accessibles pour des formateurs.

Educagri Editions propose des manuels, des vidéos, des fiches de situations et récemment des modules via Internet (Educagrinet) sur l'agriculture biologique. Les principales productions sont couvertes mais, la plupartdu temps, les approches restent assez générales.

Le site de l'ITAB offre une multiplicité de documents en ligne et en téléchargement libre (fiches techniques, résultats de programme de recherche appliquée, actes de colloques...). Cependant, ce ne sont pas des manuels ni des ressources utilisables en l'état en formation.

Les vidéos courtes sont souvent privilégiées : le FIBL (centre de recherches sur l'AB en Suisse) a lancé une série de ce type sur l'AB dans un but pédagogique.

Les formations à distance existent depuis une dizaine d'années sur l'AB :

- D'abord dans le cadre de formations longues en présentiel (type BP REA) pour des modules spécifiques en AB. Cela a donné lieu à un dispositif cadre dans l'enseignement agricole (dispositif FORMIDA),
- Ensuite des dispositifs de formations courtes entièrement à distance et sur internet ont été créés pour des durées d'une centaine d'heures maximum (parcours vendeur et technicien proposés par le CFPPA de Rennes Le Rheu),

- Puis des dispositifs mixtes (blended learning) tels que la licence professionnelle ABCD (Agriculture Bio Conseil et Développement) qui combinent le e-learning et un apprentissage classique dit présentiel,
- Enfin, depuis l'automne 2013, l'ESA d'Angers propose un BTS ACSE (Analyse et Conduite des Systèmes d'Exploitation) et un BTS Horticulture à orientation AB via son centre de formation à distance.

Ces évolutions traduisent une prise en compte des besoins et des contraintes des stagiaires et étudiants en formations longues (modules spécifiques, problème de distance, disponibilité). Il reste à imaginer des dispositifs de ce typeen formations courtes. Ils mélangeraient une formation de base et des compléments techniques et économiques optionnels réalisés à distance en tutorat par exemple, avec des sessions en présentiel sur le terrain permettant des approches concrètes et des échanges directs.

Conclusion

Le travail du RMT DévAB a permis d'identifier les modalités d'information sur la formation en agriculture biologique, l'état des connaissances et les pratiques de formation des personnes enquêtées. Il a montré que la formation continue était largement utilisée, et identifié des lacunes ou des besoins non satisfaits. Ce travail a également permis de repérer les modalités adaptées à ce type de formation et les contraintes d'accès différentes selon les structures. Enfin, le RMT DévAB a suivi une action de formation continue co-construite avec les acteurs sur plusieurs années auprès des enseignants et formateurs des Pays-de-la-Loire pilotée par la Chambre régionale d'agriculture. L'ensemble de ces travaux a permis de proposer des pistes d'actions à mettre en place pour mieux valoriser les dispositifs existants et les domaines sur lesquels il serait nécessaire de produire des ressources et des dispositifs notamment en formation à distance.

Ressources bibliographiques

L'ensemble des résultats est disponible sur le site internet du RMT DévAB.

Thomas P., Morin J.-M., Cresson C., 2013. Agriculture Biologique et Formation continue: Etude et propositions. RMT DevAB, 4p.

Thomas P., 2013. L'offre de formation initiale et continue en AB. RMT DévAB. 26p.

Thomas P., 2012a. Ingénierie des dispositifs de formation : pour une articulation des espaces de développement des savoirs et des compétences. Le cas de la formation des enseignants et des formateurs à l'agriculture biologique. Master Stratégie et Ingénierie en Formation d'Adultes, Université Rennes 2 – Haute Bretagne. Centre de Recherche Sur l'Education, les Apprentissages et la Didactique (CREAD), Rennes, France, RMT DévAB. 171p.

Thomas P., 2012b. Glossaire. RMT DévAB. 8p.

Thomas P., 2012c. Agriculture biologique et formation continue : résultats de l'enquête par questionnaires. RMT DévAB. 68p.

Websites:

- http://www.devab.org/moodle/course/view.php?id=42%A0%85 (20 Aout 2013)
- http://www.reseau-formabio.educagri.fr/ (20 août 2013)
- http://editions.educagri.fr/fr/ (27 août 2013)
- http://www.educagrinet.educagri.fr/ (27 août 2013)
- http://www.agrilianet.com/uploads/media/enquete_bio_enseignement_agricole_rapport_20100
 5.pdf (10 novembre 2013)